

Pour négocier le Brexit Theresa May sera affaiblie

Les conservateurs ont perdu la majorité absolue. La Première ministre a refusé de démissionner et elle entend mener les négociations du Brexit.

Alors qu'elle espérait disposer d'une belle majorité au Parlement pour aborder en position de force les négociations du Brexit à partir du 19 juin, Theresa May sort très affaiblie de ces élections législatives anticipées. Pour autant, la Première ministre britannique n'a pas démissionné vendredi, au lendemain du scrutin.

« Je vais maintenant former un gouvernement », a-t-elle déclaré après s'être rendue au palais de Buckingham pour obtenir le feu vert d'Elizabeth II, au lendemain du vote, dans le contexte d'une série de récents attentats terroristes.

Les travaillistes reviennent de loin

« Ce gouvernement guidera notre pays dans les discussions cruciales sur le Brexit qui commenceront dans dix jours et répondra au souhait des Britanniques en menant à bien la sortie de l'Union européenne », a-t-elle assuré. Theresa May a indiqué compter sur le soutien du parti nord-irlandais unioniste DUP, qui a remporté dix sièges, pour gouverner. Un tel appui lui donne une très courte majorité absolue (328 sièges pour une majorité à 326).



Theresa May a perdu son pari. Les conservateurs ne sortent pas renforcés des législatives.

(AFP)

Les conservateurs sont en tête du scrutin mais ont perdu une douzaine de sièges, tandis que l'opposition travailliste en a gagné une trentaine. Le taux de participation (68,72 %) est le plus élevé pour des législatives au Royaume-Uni depuis 1997. Le parti europhobe Ukip, qui s'effondre, perd son unique siège. Son leader Paul Nuttall en a tiré les conclusions en annonçant sa démission.

Jeremy Corbyn, le chef des travaillistes, largement réélu dans

sa circonscription d'Islington, au nord de Londres, a immédiatement appelé Theresa May à la démission pour « laisser la place à un gouvernement vraiment représentatif ». Ce vétéran – il est âgé de 68 ans – a appelé à « un Brexit qui protège les emplois », assurant que le processus de sortie de l'Union européenne « devait se poursuivre » et que son parti était « prêt à mener les négociations au nom du pays ».

Au sein même des Tories, l'ancienne ministre Anna Soubry a

estimé que la Première ministre devait envisager une démission, soulignant qu'elle se trouvait « dans une situation très difficile ». Pour le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel, le scrutin constitue un désaveu pour Mme May et sa position en faveur d'un Brexit « dur ». Mais le négociateur en chef de l'UE sur le Brexit, Michel Barnier, a assuré que Bruxelles attendrait que le Royaume-Uni soit « prêt » avant d'entamer les négociations.

... Sur un siège éjectable

Le résultat des législatives marque un « échec terrible » pour Theresa May estime **Florence Faucher**. Cette professeure à Sciences-Po au Centre d'études européennes et membre associé du Département de science politique et relations internationales à Oxford estime aussi qu'il s'agit d'un « échec personnel » étant donné que la Première ministre britannique avait elle-même provoqué ces élections.

Une campagne calamiteuse

Cette déroute est d'autant plus spectaculaire que les sondages en début de campagne étaient très favorables aux Conservateurs. Certains leur promettaient même « plus de 80 sièges d'avance sur les travaillistes ». Pour Florence Faucher, les « mauvaises prestations dans les médias » de Theresa May qui a aussi « refusé de débattre et a

parfois paru mal à l'aise » ont plombé sa campagne. Surtout, son programme mal ciblé a été très contre-productif. « Je pense à ce projet d'appliquer de nouveaux frais médicaux pour les personnes âgées en touchant à leurs bien immobiliers. C'était quelque part une attaque de son propre électorat. Elle a ensuite renoncé à la mesure mais le mal était fait. »

Le pari risqué de Corbyn

A l'inverse, « le leader travailliste était perçu comme tellement mauvais » qu'il ne pouvait paradoxalement que faire mieux que le sort qui lui était promis. Mais surtout, Jeremy Corbyn a fait un pari : celui de mobiliser la jeunesse et de parler surtout de « préoccupations proches des gens » alors que « Theresa May avait attaqué sa campagne sur le Brexit ». Jeremy Corbyn a parlé « de santé, de transports... ». Et le pari a été gagné créant « une vé-

ritable surprise ».

Un gouvernement de court-terme

Pour Florence Faucher, la solution de gouverner avec les Unionistes d'Irlande du Nord est la « seule » solution. Et elle ne peut être que du court terme. « Ce qui est nouveau c'est que dans ce genre de situation, traditionnellement les dirigeants britanniques démissionnent. Là, c'est plus délicat à une semaine du début des négociations autour du Brexit. Je pense que son parti a besoin de temps pour décider de la suite. Mais on peut s'attendre à ce que Theresa May ne soit plus là l'an prochain. Y compris que de nouvelles élections se tiennent. »

Une zone de turbulences politiques

« Comme en France on a assisté à une large mobilisation d'électeurs qui disent “ sortez les sortants “. » analyse Florence Fau-

cher. Outre-Manche aussi, les électeurs – alors que le vote sur le Brexit avait été perçu comme « un vote contre les élites » – ont soif d'un fort « renouvellement de la classe politique ». « La différence avec la France c'est qu'il n'y a pas d'éclatement des partis et l'émergence d'une nouvelle force centriste, on reste dans du bipartisme. »

Fragilisée sur le Brexit

En ce qui concerne le Brexit « Theresa May a toujours eu une position très offensive ». Le fait qu'elle soit fragilisée « laisse planer l'espoir de négociations plus apaisées. Rendant un accord possible », juge Florence Faucher. « C'est encore à confirmer mais cette élection pourrait avoir profondément transformé la chambre des Communes avec l'entrée de députés pas aussi fortement anti-européens », note-t-elle aussi.

Recueilli par Olivier Pirot

» édit

Pour quelques sièges



par Olivier Pirot

C'est à peine croyable mais le sort de l'Union européenne va se jouer à quelques sièges dans les parlements nationaux du Royaume-Uni et du duo franco-allemand. Avant ces législatives anticipées, Theresa May, forte de sa majorité – et de ses espoirs de succès – pouvait porter fièrement l'ambition d'un Brexit dur, sans concession, se targuant du soutien populaire de son pays. C'est cette légitimité qui lui donnait sa force. Mais les cartes sont rebattues aujourd'hui après son échec personnel lors de ce scrutin. En perdant la majorité absolue au parlement pour huit députés à peine, elle a également laissé échapper l'assise et la stabilité nécessaires à des négociations musclées. Sans compter que dans son propre parti, son pari raté la place sur un siège éjectable. Tout peut aller très vite en politique. Emmanuel Macron et Angela Merkel sont aussi suspendus à deux scrutins législatifs à venir. Après une campagne ouvertement européenne, un hémicycle « En Marche ! » apporterait du crédit au président de la République en Europe. Et en Allemagne aussi, si la chancelière remporte une fois de plus les élections, le couple franco-allemand aura a priori l'avantage sur la Première ministre britannique. A condition de ne pas fanfaronner trop tôt et de ne pas se laisser griser par cet avantage potentiel s'ils souhaitent arriver à un accord respectable. Car l'UE n'a aucun intérêt à affaiblir le partenaire britannique non plus.

aujourd'hui

> **Johnny Hallyday, Eddy Mitchell, Jacques Dutronc** : les trois « Vieilles Canailles » entament à Lille une tournée estivale jusqu'au 3 juillet.
> A 15 h, finale dames à **Roland-Garros** entre la Lettone Jelena Ostapenko et la Roumaine Simona Halep.
> Le **XV de France** démarre sa tournée en Afrique du Sud.

sur lanr.fr

Élections législatives : c'est aussi une histoire de gros sous